

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 756

19 mars 2015

SOMMAIRE

Bleu Sommet S.A.	36251	Office Portfolio Minerva III Sàrl	36242
Castelerand Finance S.A.	36286	Oikia Holding S.A.	36246
Corea S.A.	36285	Oil Finance, SA SPF	36248
Corin S.A.	36261	Olin Fund	36249
d'Amico International Shipping S.A.	36288	Olunex S.A.	36247
DF Private Equity	36272	Olympe Energy S.à r.l.	36242
Digital Services LII (GP) S.à r.l.	36261	Omen Holding AG	36246
Dismar S.à r.l.	36288	Orkor Luxco C S.à r.l.	36242
DP Europe SA	36278	Otis Hotels S.à r.l.	36245
Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l.	36282	Overland Trust Corporation S.A.	36249
Etex Finance	36288	Panlip S.A., SPF	36248
Eurofinco S.A., SPF	36287	Partibel S.A.	36248
NEIF GP S.à r.l.	36250	Patron ES S.à r.l.	36244
Neo Finance S.A.	36248	Patron Grasmoor S.à r.l.	36244
NHV Holding S.A.	36247	Patron Grasmoor S.à r.l.	36244
Noble Holding Europe S.à r.l.	36249	PHEIM SICAV-SIF	36245
Nodeta S.A.	36247	Photo Studio Delta Fernande Jourdain S.à r.l.	36245
Nomisma S.A.	36246	Placindus S.A.	36245
Norsk Telekom Infrastruktur S.à r.l.	36250	Plagefin S.A.	36244
NRG 7 S.A. SPF	36242	Poppediño S.A.	36250
Obond Holding S.A.	36243	Pyramid Sports Marketing SE	36247
Occidental Ampersand Holding	36243	Rems Engineering S.à r.l.	36250
Office Investments S.A.	36246	S.P.F. Carmina S.A.	36243

Office Portfolio Minerva III Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.906.619,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 135.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Office Portfolio Minerva III S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015025323/11.

(150028331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Olympe Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 142.659.

EXTRAIT

En date du 11 février 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Giovanni La Forgia en tant que gérant est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2015;
- Mario Curcio, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant avec effet au 1^{er} janvier 2015;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025324/15.

(150028244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Orkor Luxco C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 192.689.

Veillez prendre note que l'adresse de l'associée unique est désormais L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert depuis le 18 décembre 2014.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Orkor Luxco C S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015025329/13.

(150028528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

NRG 7 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.696.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2015

Il résulte de ce Conseil d'administration:

Conformément à l'article 42 des Lois Coordonnées sur les Sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de nommer comme dépositaire des actions au porteur, la société «Fiduciaire Internationale SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 34813 et représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Stéphan MOREAUX.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015025321/15.

(150029106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Obond Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 41.649.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 29 janvier 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes par liquidation les opérations de la procédure de liquidation n° L-6229/09 de la société anonyme OBOND HOLDING S.A., dont le siège social L-7268 Béréldange, 23, cité Aline Mayrisch a été dénoncé en date du 11 août 2004, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B41649.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Maître Isabelle Jurain
Le Liquidateur

Référence de publication: 2015025332/18.

(150028677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Occidental Ampersand Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.034.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 février 2015

1. M. Jesus PEREZ RODRIGUEZ a démissionné de son mandat de gérant A.
2. M. Eduardo DE FUENTES CORRIPIO, né le 17 juillet 1957 à Madrid, Espagne, demeurant professionnellement à José Abascal, 58-6°, E-28003 Madrid, Espagne, a été nommé comme gérant A avec effet au 8 janvier 2015 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour OCCIDENTAL AMPERSAND HOLDING
Un mandataire

Référence de publication: 2015025333/16.

(150028445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

S.P.F. Carmina S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 136.578.

—
Extrait de résolution du Conseil d'Administration du 03.02.2015

Le Conseil d'Administration de la société SPF CARMINA S.A., réuni le 03.02.2015 au siège social, a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Nomination de la société E.L.A. CAPITAL PARTNERS LUXEMBOURG S.E.N.C., établie et ayant son siège social à 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B149501 comme agent dépositaire des actions au porteur.

Fait à Luxembourg, le 03.02.2015.

Pour extrait conforme
La société

Référence de publication: 2015025440/16.

(150028821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Patron Grasmoor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 190.209.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 12 février 2015 que Patron investments IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B 160456, a cédé les 500 parts sociales qu'elle détenait dans la société à Patron GP IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 296-298, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée au R.C.S Luxembourg B162291.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La société

Référence de publication: 2015025354/16.

(150028728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Patron Grasmoor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 190.209.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 11 février 2015 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 296-298, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet immédiat

- Monsieur Steve van den Broek démissionne de son mandat de gérant avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La société

Référence de publication: 2015025353/15.

(150028530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Patron ES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 16.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 169.591.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025352/10.

(150028204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Plagefin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.445.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 5 février 2015

Les Administrateurs décident à l'unanimité de transférer le siège social de la Société au 44, avenue JF Kennedy, L - 1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour copie conforme

Laurent JANSSEN / Yvan JUCHEM

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015025384/13.

(150028407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Placindus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 31.182.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 2 février 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société PLACINDUS S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025383/17.

(150029134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Photo Studio Delta Fernande Jourdain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4645 Niedercorn, 112, route de Pétange.

R.C.S. Luxembourg B 88.997.

EXTRAIT

Le siège social de la société est transféré, avec effet immédiat, de 9, Rue de la Grève Nationale - L-4633 Differdange à 112, Route de Pétange - L-4645 Niedercorn.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2015.

PHOTO STUDIO DELTA FERNANDE JOURDAIN S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015025382/14.

(150028864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

PHEIM SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.765.

M. Teo Kiang Kok a pris la décision de démissionner de sa fonction d'administrateur de la SICAV-FIS, avec effet au 1^{er} décembre 2014.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Pour PHEIM SICAV-SIF

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015025381/13.

(150028344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Otis Hotels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 172.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025330/10.

(150028343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Nomisma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 130.634.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de NOMISMA S.A. tenue au siège social le 2 septembre 2014

Résolutions

L'assemblée décide à l'unanimité des voix présentes ou représentées d'acter la démission de Gaëlle de Granges de Surgères en tant qu'administrateur de la société, à dater du 1^{er} septembre 2014.

L'assemblée décide à l'unanimité des voix présentes ou représentées de nommer Madame Manuella de Wouters d'Oplinter, demeurant au rue du Château 33A, B-1470 Bousval au poste d'administrateur pour une durée allant jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2019.

Référence de publication: 2015025316/14.

(150028959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Office Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 72.261.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 30 Janvier 2015

«Le Conseil d'Administration décide de nommer en qualité de dépositaire des actions au porteur de la société SA la Fiduciaire Benoy Kartheiser Management Sàrl ayant son siège social au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, R.C.S. B 33849 inscrite à l'ordre des expert-comptables de Luxembourg».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025336/12.

(150028938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Oikia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 42.417.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège social en date du 11 février 2015 que:

L'Etude DURO & GOEBEL, établie à L-1325 Luxembourg 3, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg) a été nommée dépositaire des actions au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015025337/16.

(150028908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Omen Holding AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 49.388.

—
Auszug aus dem Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 06. Februar 2015

In Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 28. Juli 2014 über die Immobilisierung von Inhaberaktien, beschloss der Verwaltungsrat der Gesellschaft am 06. Februar 2015, die Gesellschaft FIDUCIAIRE EUROLUX (RCS Luxembourg B 34.752) mit Sitz in 196, rue de Beggen L-1220 Luxembourg, als Verwahrstelle der Inhaberaktien zu bestimmen.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2015025341/12.

(150028932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Olunex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 68.407.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 06 février 2015:

Le conseil d'Administration prend la décision de nommer la société L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897 comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 06 février 2015.

Pour OLUNEX S.A.

Signature

Référence de publication: 2015025340/13.

(150028641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Nodeta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 166.475.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société NODETA S.A pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025314/17.

(150028625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

NHV Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 184.077.

Par résolutions prises en date du 9 février 2015, l'actionnaire unique a pris la décision de nommer VPC Luxembourg, avec siège social au 4a, Op der Haart L-9999 Wemperhardt, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes consolidés de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025310/13.

(150028277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Pyramid Sports Marketing SE, Société Européenne.

Siège social: L-6925 Flaxweiler, 18, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 167.730.

Hiermit teilt das alleinige Vorstandsmitglied Herr Armin Margardt, geb. am 09.07.1959 in Holz, wohnhaft in D-66265 Heusweiler, 9, Lilienweg, mit, das er mit sofortiger Wirkung zum 09.02.2015 als geschäftsführendes alleiniges Vorstandsmitglied der Gesellschaft Pyramid Sports Marketing SE, RCS B 167.730 zurücktritt.

Flaxweiler, den 09.02.2015.

Armin Margardt.

Référence de publication: 2015025362/11.

(150028457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Panlip S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 59.366.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 6 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément au disposition de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour la Société

Référence de publication: 2015025364/12.

(150028151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Partibel S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 35.679.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2015

Il résulte du Conseil d'administration:

Conformément à l'article 42 des Lois Coordonnées sur les Sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de nommer comme dépositaire des actions au porteur, la société «Fiduciaire Internationale SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 34813 et représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Stéphan MOREAUX

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015025365/15.

(150029098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Neo Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 36.105.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 30 Janvier 2015

«Le Conseil d'Administration décide de nommer en qualité de dépositaire des actions au porteur de la société Neo Finance SA la Fiduciaire Benoy Kartheiser Management Sàrl ayant son siège social au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, R.C.S. B 33849 inscrite à l'ordre des expert-comptables de Luxembourg».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025306/12.

(150028943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Oil Finance, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 45.429.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 3 février 2015

Il résulte de ce Conseil d'administration:

Conformément à l'article 42 des Lois Coordonnées sur les Sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de nommer comme dépositaire des actions au porteur, la société «Fiduciaire Internationale SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 34813 et représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Stéphan MOREAUX.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015025338/15.

(150029176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Olin Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.803.

—
Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration du 06 février 2015:

I. Démission de Monsieur Stéphane AIDAN de sa position de Président et Administrateur du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de Monsieur Stéphane AIDAN, résidant professionnellement au 17 Cours Valmy, F-92800 Puteaux, France de sa fonction de Président et d' Administrateur, avec effet au 06 Février 2015.

II. Cooptation de Monsieur Jean-Maurice BEAUX en tant qu'Administrateur du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Stéphane AIDAN

Conformément aux prescriptions de l'article 17 des Statuts Coordonnés du 24 Octobre 2014, le Conseil d'Administration décide de coopter jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, Monsieur Jean-Maurice BEAUX, résidant professionnellement au 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, à la fonction d'Administrateur en remplacement de Monsieur Stéphane AIDAN, administrateur démissionnaire.

III. Election de Monsieur Jean-Marc STENGER en tant que Président du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Stéphane AIDAN

Conformément aux prescriptions de l'article 18 des Statuts Coordonnés du 24 Octobre 2014, le Conseil d'Administration décide d'élire à compter du 06 Février 2015, Monsieur Jean-marc STENGER résidant professionnellement au 17, Cours Valmy, F-92800 Puteaux, France en tant que Président du Conseil d'Administration de la société, en remplacement de Monsieur Stéphane AIDAN.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025339/25.

(150029283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Overland Trust Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 41.282.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 janvier 2015:

Conformément à l'article 11Bis, § 1 et 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tels qu'adoptés par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide de désigner GLOBAL TRUST ADVISORS S.A, B68731, 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg comme dépositaire des actions.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025343/15.

(150029274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Noble Holding Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 104.910.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015025300/14.

(150029200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

NEIF GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.383.

Il résulte des résolutions circulaires des associés de la Société en date du 19 décembre 2014 que les décisions suivantes ont été prises:

- de prendre note de la démission de Monsieur Sven Rein aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 décembre 2014.

- de nommer aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2015 pour une durée indéterminée:

* Madame Elena Toshkova, née le 23 décembre 1976 à Razlog (Bulgarie), demeurant professionnellement au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour NEIF GP S. à r.l

BNP PARIBAS Real Estate Investment Management Luxembourg S.A. en abrégé «BNPP REIM Lux S.A.»

Dominique Moernhout / KHALD Abed

Référence de publication: 2015025304/21.

(150029077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Norsk Telekom Infrastruktur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.869.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 26 novembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2015025301/12.

(150028452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Poppediño S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.081.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 31 décembre 2014 à Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide de désigner la société EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé PARFININDUS), 24, rue saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, RCS Luxembourg B 56.469, en tant que dépositaire des certificats représentatifs d'actions au porteur émis au nom de la société.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015025388/12.

(150028118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Rems Engineering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4289 Esch-sur-Alzette, 15, Quartier.

R.C.S. Luxembourg B 177.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025422/9.

(150028843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Bleu Sommet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 194.463.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of January.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, civil law notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ACT - AGENT FOR CORPORATE TRUSTS LIMITED, a limited company incorporated and validly existing under the laws of Ireland having its registered office at Broadmeadow Hall, Applewood Village, Swords, Co. Dublin, Ireland, registered with the Companies Registration Office under number 346637,

here represented by Mr. Antonio Quaratino, private employee, professionally residing at 26 boulevard Royal L-2449 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Name.

1.1 There is herewith formed a Luxembourg joint stock company («société anonyme») under the name of BLEU SOMMET S.A.

Registered office.

2.1 The registered office is in Luxembourg-City. The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

2.2 Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

2.3 If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

2.4 One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Duration.

3.1 The company is established for an unlimited period.

Object.

4.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

4.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures. In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.3 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at EUR 50,000 (fifty thousand Euros) divided into 800 (eight hundred) Class A Shares, 420 (four hundred and twenty) Class B Shares, 420 (four hundred and twenty) Class C Shares, 420 (four hundred and twenty) Class D Shares, 420 (four hundred and twenty) Class E Shares, 420 (four hundred and twenty) Class F Shares, 420 (four hundred and twenty) Class G Shares, 420 (four hundred and twenty) Class H Shares, 420 (four hundred

and twenty) Class I Shares, 420 (four hundred and twenty) Class J Shares and 420 (four hundred and twenty) Class K Shares,

each Share with a nominal value of EUR 10 (ten Euros) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

5.2 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

5.3 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class K).

5.4 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in article 5.3), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

5.4.1 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.4.2 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Directors and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes K, J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.4.3 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Directors.

6.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

6.2 The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

6.3 The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Board of Directors.

7.1 The board of directors shall choose among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

7.2 The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

7.3 The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues. The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or email, confirmed by letter. Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

7.4 Circular resolutions of the board of directors shall be validly taken if approved in writing by all of the directors. Such approval may be expressed in a single or in several separate documents which together shall form the circular resolution.

7.5 Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

7.6 The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates. Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

7.7 The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

7.8 The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management of the company to one or more directors, executives, employees or other persons who may be, but need to be, shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Management.

8.1 The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

8.2 The Company will be bound either by the joint signature of two (2) directors or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

Statutory Auditors.

9.1 The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

9.2 The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

Information Right.

10.1 Each shareholder may examine the separate books, records and accounts to be kept by the Company and shall be entitled to receive all information quarterly, including any management accounts and operating statistics and other trading and financial information, in such form as a shareholder reasonably requires to keep it properly informed about the business and affairs of the Company and generally to protect its interests as a shareholder.

General meeting.

11.1 The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

11.2 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders, and have waived any convening requirement the meeting may be held without prior notice or publication. Except as otherwise required by law or by the present Articles, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

11.3 The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the last Wednesday in the month of June of each year at 10.00 a.m. If such day is a holiday, the general meeting will be held on the following business day.

11.4 The board of directors or the statutory auditor(s) may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least five percents (5%) of the company's capital so require.

11.5 One or more shareholders who together hold at least five percents (5%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

11.6 General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

11.7 Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Distribution of profits.

12.1 Out of the net profit five per cent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

12.2 The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

12.3 The shareholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

12.4 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

12.5 The dividends declared may be paid in any currency selected by the manager or as the case may be the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or as the case may be the board of managers. The manager or as the case may be the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on

a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

12.6 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

- (i) each Class A Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (ii) each Class B Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (iii) each Class C Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (iv) each Class D Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (v) each Class E Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (vi) each Class F Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (vii) each Class G Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such Share, then, (viii) each Class H Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- (ix) each Class I Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) per annum of the nominal value of such Share; then
- (x) each Class J Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifteen per cent (0.15%) per annum of the nominal value of such Share; and
- (xi) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class K Shares, then if no Class K Shares are in existence, Class J Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence).

Dissolution - Liquidation.

13.1 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

Definitions.

14.1 Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 12 of the by-laws, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

In case the Company would realize additional profit (e.g. an earn-out payment) after the repurchase and cancellation of one Class of Shares ("the Repurchase"), further to an operation which was realized prior to the Repurchase, then the Available Amount computed at the occasion of the Repurchase will take into account such additional profit.

14.2 Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

14.3 Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

General dispositions.

15.1 The law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as subsequently amended, shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2015. The first annual general meeting shall be held in 2016. The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and Payment

The 800 (eight hundred) Class A Shares, 420 (four hundred and twenty) Class B Shares, 420 (four hundred and twenty) Class C Shares, 420 (four hundred and twenty) Class D Shares, 420 (four hundred and twenty) Class E Shares, 420 (four hundred and twenty) Class F Shares, 420 (four hundred and twenty) Class G Shares, 420 (four hundred and twenty) Class H Shares, 420 (four hundred and twenty) Class I Shares, 420 (four hundred and twenty) Class J Shares and 420 (four hundred and twenty) Class K Shares, with a par value of one euro (10.-EUR) each have been subscribed by ACT - AGENT FOR CORPORATE TRUSTS LIMITED, prenamed.

The subscribed shares have been entirely paid up in cash so that the company has now at its free disposal the amount of fifty thousand Euros (50,000.-EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness the fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at one thousand three hundred Euros (EUR 1.300).

Extraordinary general meeting

The above-named party, acting in the here above stated capacity, representing the whole of the subscribed capital passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the 2018 general meeting which will be called to deliberate on the accounts as at 31st December 2017:

Mr. Denis CALLONEGO, private employee, born in Briey (France) on 9 April 1959, residing professionally at 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Ms. Christine PICCO, private employee, born on 5 March 1968 in Hayange (France), residing professionally at L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

Mr. Patrick HALLER, private employee, born on 14 August 1964 in Joeuf (France), residing professionally at L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

The following has been appointed as Chairman of the Board of Directors:

Mr. Denis CALLONEGO, prenamed.

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1). The following has been appointed as statutory auditor of the Company, his mandate expiring at the 2018 general meeting which will be called to deliberate on the accounts as at 31 December 2017:

International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., with its registered office at 50, route d'Esch L – 1470 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B and number 107.093.

Third resolution

The company's registered office is located at 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by its surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present original deed.

Follows the French version of the above text

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

ACT - AGENT FOR CORPORATE TRUSTS LIMITED, constituée et existant sous les lois d'Irlande ayant son siège social au Broadmeadow Hall, Applewood Village, Swords, Co. Dublin, Irlande, enregistrée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 346637,

ci-après représentée par Monsieur Antonio Quaratino, employé privé, demeurant professionnellement au 26 boulevard Royal L-2449 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination.

1.1 Une société anonyme de droit luxembourgeois, dont la raison sociale est BLEU SOMMET S.A., est constituée en vertu des présentes.

Siège social.

2.1 Le siège social de la société est situé à Luxembourg. La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, des filiales, des agences ou des bureaux administratifs tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.2 Sans préjudice de toute règle de droit régissant la résiliation des contrats, le siège social peut être transféré en tout autre lieu situé dans la même municipalité que le siège social actuel par simple décision du conseil d'administration, si l'adresse de celui-ci a été fixée initialement par contrat avec des tiers. La société peut faire transférer son siège dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale.

2.3 En cas de survenance, ou de risque imminent de survenance, d'événements exceptionnels de nature politique, économique ou sociale, susceptibles d'entraver la marche normale des activités de la société au siège social ou la communication entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la fin desdits événements exceptionnels. De telles mesures ne sauraient toutefois avoir un quelconque effet sur la nationalité de la société, laquelle restera une société luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège social.

2.4 L'un des organes exécutifs de la société ayant le pouvoir d'engager la société dans le cadre de sa gestion quotidienne devra procéder à la déclaration de transfert du siège social et informer les tiers d'une telle décision.

Durée.

3.1 La société est établie pour une durée illimitée.

Objet.

4.1 La Société a pour objet la détention de participations dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition par achat, souscription ou autre, ainsi que la cession par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, d'obligations non garanties, d'effets et de tout autre type de titre, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés en nom collectif.

4.2 La Société peut contracter des emprunts sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations convertibles ou non, sans appel public à l'épargne, ou d'obligations non garanties. De manière générale, elle peut apporter son aide à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle ou de supervision et entreprendre toute action qu'elle jugera utile dans le cadre de la poursuite et de l'accomplissement de son objet social.

4.3 La Société peut en outre exercer tous types d'activités commerciales, industrielles ou financières et réaliser tous types de transactions portant sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société s'élève à EUR 50.000 (cinquante mille euros) réparti en 800 (huit cents) Actions de Catégorie A, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie B, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie C, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie D, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie E, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie F, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie G, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie H, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie I, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie J et 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie K,

chaque action individuelle ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) et étant assortie des droits et obligations énoncés dans les présents Statuts.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

5.2 Le capital de la Société peut être revu à la hausse ou à la baisse par voie de résolution, adoptée par les actionnaires de la manière prévue pour la modification des présents Statuts.

5.3 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation d'Actions, notamment par l'annulation d'une ou plusieurs Catégories d'actions, moyennant le rachat et l'annulation de toutes les Actions émises dans cette ou ces Catégorie(s). En cas de rachats et d'annulations de catégories d'Actions, ces rachats et annulations doivent intervenir par ordre alphabétique inversé (en commençant par la Catégorie K).

5.4 En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Catégorie d'actions (dans l'ordre prévu à l'article 5.3), ladite Catégorie donne droit à ses détenteurs, au prorata de leur participation dans cette catégorie, au Montant disponible (dans la limite toutefois du Montant total de l'annulation, établi par l'assemblée générale des actionnaires). Les détenteurs des Actions des Catégories d'actions rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'annulation par action, pour chaque Action de la Catégorie concernée qu'ils détiennent et qui a été annulée.

5.4.1 La Valeur d'annulation par action est calculée en divisant le Montant total de l'annulation par le nombre d'Actions émises dans la Catégorie d'actions en voie de rachat et d'annulation.

5.4.2 Le Montant total de l'annulation est déterminé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée générale en s'appuyant sur les États financiers intermédiaires pertinents. Le Montant total de l'annulation pour chacune des Catégories K, J, I, H, G, F, E, D, C, B et A est le Montant disponible pour la Catégorie concernée au moment de l'annulation de ladite Catégorie, sauf résolution contraire de l'Assemblée générale des actionnaires, selon les modalités prévues pour une modification des Statuts, à condition toutefois que ce Montant total de l'annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant disponible.

5.4.3 Lors du rachat et de l'annulation des Actions de la Catégorie concernée, la Valeur d'annulation par action devient échue et exigible par la Société.

Administrateurs.

6.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, lesquels ne sont pas tenus d'être actionnaires de la Société.

6.2 Au cours de l'assemblée générale annuelle, les actionnaires élisent les administrateurs, et fixent leur nombre, leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat. La durée du mandat d'un administrateur ne peut être supérieure à six (6) ans. Les administrateurs restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

6.3 Les administrateurs sont élus à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Un suppléant peut remplacer tout administrateur dont le siège deviendrait vacant suite à son décès, à son départ à la retraite ou pour toute autre raison, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires, dans le respect des prescriptions légales applicables.

Conseil d'Administration.

7.1 Le conseil d'administration doit choisir parmi ses membres un président. S'il ne peut être présent, il est remplacé par l'un des administrateurs présents, nommé à cet effet par le conseil.

7.2 Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le président ou par deux administrateurs.

7.3 Le conseil peut uniquement débattre valablement et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les pouvoirs entre administrateurs sont autorisés, étant toutefois précisé qu'un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur absent. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre simple, télégramme, télécopie ou e-mail, avec confirmation par lettre simple. Les résolutions écrites approuvées et signées par l'ensemble des administrateurs ont le même effet que les résolutions votées au cours de réunions du conseil d'administration.

7.4 Les résolutions du conseil d'administration prises par voie de circulaire sont valables lorsqu'elles sont approuvées par écrit par l'ensemble des administrateurs, lesquels peuvent donner leur accord par le biais d'un document unique ou de plusieurs documents distincts, qui forment, ensemble, la résolution par voie de circulaire.

7.5 Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

7.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par l'ensemble des administrateurs ayant assisté aux débats. Des copies ou des extraits peuvent être certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

7.7 Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer l'ensemble des actes de disposition et d'administration jugés nécessaires ou souhaitables, dans l'intérêt de la société. L'ensemble des pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915, dans sa version ultérieurement modifiée, ou des présents statuts de la société, sont conférés au conseil d'administration.

7.8 Le conseil d'administration peut déléguer la gestion quotidienne de la société et la représentation de la société dans le cadre de la gestion quotidienne de la société à un ou plusieurs administrateurs, mandataires sociaux ou salariés, ou à toute autre personne, pouvant être actionnaire mais n'étant pas tenue de l'être, déléguer des pouvoirs spéciaux, désigner des mandataires, ou confier à titre permanent ou temporaire des fonctions spécifiques aux personnes ou mandataires qu'il aura choisis.

Gestion.

8.1 La ou les premières personnes auxquelles la gestion quotidienne de la société est déléguée peuvent être élues au cours de la première assemblée générale des actionnaires.

8.2 La Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la seule signature de toutes les personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature sont délégués par le conseil d'administration.

Commissaires aux comptes.

9.1 La surveillance de la société est assurée par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, laquelle en détermine le nombre et la rémunération, et pouvant être révoqués à tout moment.

9.2 La durée du mandat du ou des commissaires aux comptes est fixée au cours de l'assemblée générale des actionnaires, pour une période ne pouvant excéder six ans.

Droit d'information.

10.1 Chaque actionnaire peut examiner les livres, registres et comptes devant être tenus par la Société et est en droit de recevoir l'ensemble des informations pertinentes tous les trois mois, y compris les comptes de gestion, les statistiques d'exploitation et toute autre information financière ou de marché disponible, sous la forme de son choix, dans une mesure raisonnable, afin de pouvoir se tenir informé de l'activité et des affaires de la Société et, plus généralement, de protéger ses intérêts d'actionnaire.

Assemblée générale.

11.1 L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Elle détient les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Les avis de convocation sont préparés selon la forme et les délais prévus par la loi.

11.2 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une Assemblée générale des actionnaires et ont renoncé aux exigences de convocation, l'assemblée peut se tenir sans préavis ou publication préalable. Sauf disposition contraire prévue dans la loi ou dans les présents Statuts, les résolutions présentées lors d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont adoptées à la majorité simple des actionnaires présents et votant.

11.3 L'Assemblée générale des actionnaires se tient dans la municipalité du siège social, dans le lieu précisé dans la convocation, le dernier mercredi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour n'est pas ouvrable, l'Assemblée est reportée au jour ouvrable suivant.

11.4 Le conseil d'administration ou le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social de la société en font la demande.

11.5 Un ou plusieurs actionnaires détenant au moins cinq pour cent (5%) du capital social souscrit peuvent demander qu'un ou plusieurs points supplémentaires soient inscrits à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

11.6 Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger si, de l'avis du conseil d'administration, lequel ne pourra être contesté, les circonstances l'exigent.

11.7 Chaque action confère à son détenteur un droit de vote. La société ne reconnaît qu'un seul détenteur par action. Si une action est détenue par plusieurs personnes, la société est en droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à ladite action, jusqu'à ce qu'une personne ait été nommée propriétaire unique de l'action à l'égard de la société.

Affectation du résultat.

12.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la société sont affectés à la réserve légale. Ce versement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

12.2 Le solde peut être distribué aux actionnaires sur décision de l'Assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions prévues ci-après.

12.3 Les actionnaires peuvent décider de déclarer et verser des acomptes sur dividendes sur la base des états comptables préparés par le dirigeant ou, selon le cas, le conseil d'administration, laissant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles, étant entendu que les montants pouvant être distribués ne pourront excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, majoré du report à nouveau et des réserves distribuables, mais minoré des pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve légale, conformément aux dispositions ci-après.

12.4 Les primes d'émission peuvent être distribuées aux actionnaires sur décision de l'Assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions prévues ci-après. L'Assemblée générale des actionnaires peut décider d'affecter toute partie des primes d'émission à la réserve légale.

12.5 Les dividendes déclarés peuvent être versés dans toute devise choisie par le dirigeant ou, le cas échéant, par le conseil d'administration, au lieu et au moment fixés par le dirigeant ou, le cas échéant, par le conseil d'administration. Le dirigeant ou, le cas échéant, le conseil d'administration, rend une décision définitive sur le taux de change applicable au transfert des fonds correspondants aux dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non versé sur une action pendant cinq ans ne peut plus être réclamé ensuite par le détenteur de ladite Action. Ce dernier y renonce

et le dividende est reversé à la Société. Aucun intérêt n'est versé sur les dividendes déclarés mais non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

12.6 En cas de déclaration de dividende, ce dernier est affecté et versé comme suit:

(i) Chaque Action de Catégorie A (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule soixante pour cent (0,60%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(ii) Chaque Action de Catégorie B (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(iii) Chaque Action de Catégorie C (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(iv) Chaque Action de Catégorie D (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(v) Chaque Action de Catégorie E (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(vi) Chaque Action de Catégorie F (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(vii) Chaque Action de Catégorie G (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis (viii) Chaque Action de Catégorie H (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(ix) Chaque Action de Catégorie I (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule vingt pour cent (0,20%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(x) Chaque Action de Catégorie J (le cas échéant) donne droit à un dividende cumulé d'un montant s'élevant à au moins zéro virgule quinze pour cent (0,15%) par an de la valeur nominale de cette Action, puis

(xi) le solde du montant total distribué sera intégralement affecté aux détenteurs de la dernière Catégorie dans l'ordre alphabétique inversé (c'est-à-dire, d'abord les Actions de Catégorie K puis, si les Actions de Catégorie K n'existent pas, les Actions de Catégorie J, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste que des Actions de Catégorie A).

Dissolution - Liquidation.

13.1 Après paiement de l'ensemble des dettes et charges de la Société et de l'ensemble des frais liés à la liquidation, le produit net de la liquidation sera distribué aux actionnaires, conformément aux règles de distribution des dividendes et de manière à obtenir, globalement, le même résultat économique.

Définitions.

14.1 Le «Montant disponible» désigne le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) dans la mesure où l'actionnaire aurait pu prétendre à des distributions de dividendes conformément à l'article 12 des Statuts, majoré (i) de toute réserve pouvant être librement distribuée et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale associée à la Catégorie d'actions en voie d'annulation, mais après déduction (i) de toute perte (y compris les pertes reportées) et (ii) de toute somme à placer dans la ou les réserve(s) conformément à la loi ou aux Statuts, toujours comme stipulé dans les États financiers intermédiaires pertinents (afin d'éviter toute double comptabilité), comme suit:

$$MD = (BN + R + RC) - (P + RL)$$

Où:

MD = Montant disponible

BN = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

R = toute réserve librement distribuable

RC = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale associée à la Catégorie d'actions en voie d'annulation

P = pertes (y compris les pertes reportées)

RL = toute somme à placer dans la ou les réserve(s) conformément à la loi ou aux Statuts

Si la Société réalise un bénéfice supplémentaire (par ex. une indexation sur les bénéfices futurs) après le rachat et l'annulation d'une Catégorie d'action (le «Rachat»), suite à une opération réalisée avant le Rachat, alors le Montant disponible calculé lors du Rachat tiendra compte de ce bénéfice supplémentaire.

14.2 Les «États financiers intermédiaires» désignent les états financiers intermédiaires de la Société à la Date comptable intermédiaire pertinente.

14.3 La «Date comptable intermédiaire» désigne la date située au moins huit (8) jours avant celle du rachat et de l'annulation de la Catégorie d'actions concernée.

Dispositions générales.

15.1 La Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, dans sa version ultérieurement modifiée, s'applique, sauf mention contraire des présents Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice débute à la date de constitution de la société et prend fin le 31 décembre 2015. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016. Les premiers administrateurs et le ou les premiers commissaires aux comptes sont élus au cours de l'assemblée générale extraordinaire devant se tenir immédiatement après la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les 800 (huit cents) Actions de Catégorie A, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie B, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie C, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie D, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie E, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie F, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie G, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie H, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie I, 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie J et 420 (quatre cent vingt) Actions de Catégorie K, d'une valeur nominale de dix euros (10 EUR) chacune ont été souscrites par ACT - AGENT FOR CORPORATE TRUSTS LIMITED, précitée.

Les actions souscrites ont été entièrement payées en numéraire. La société dispose donc désormais de la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000), ainsi qu'il a été déclaré au notaire apposant sa signature sur le présent acte.

Attestation

Le notaire exécutant le présent acte déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, dans sa version ultérieurement modifiée, ont été remplies, et atteste par les présentes de cette conformité.

Frais

Le montant des frais de constitution à la charge de la Société s'élève à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

Assemblée générale extraordinaire

La partie désignée en tête des présentes, agissant es qualité, représentant la totalité du capital souscrit, adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Les personnes désignées ci-après sont élues administrateurs. Leur mandat expirera au cours de l'assemblée générale de 2018 qui sera convoquée pour délibérer sur les comptes clos au 31 décembre 2017:

Monsieur Denis CALLONEGO, employé privé, né à Briey (France) le 9 avril 1959, de résidence professionnelle au 26, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Madame Christine PICCO, employée privée, née le 5 mars 1968 à Hayange (France), de résidence professionnelle au L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

Monsieur Patrick HALLER, né le 14 août 1964 à Joeuf (France), employé privé, demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

Est nommé au poste de Président du conseil d'administration Monsieur Denis CALLONEGO, précité.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à un (1). La personne désignée ci-après est élue commissaire aux comptes de la Société. Son mandat expirera au cours de l'assemblée générale de 2018 qui sera convoquée pour délibérer sur les comptes clos au 31 décembre 2017:

International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., avec siège social au 50, route d'Esch L - 1470 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 107.903.

Troisième résolution

Le siège social de la société est situé au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais et le parle, déclare en vertu des présentes qu'à la demande de la personne désignée en tête des présentes, le présent acte est rédigé en anglais et traduit en français. A la demande de ladite personne, en cas de divergence entre l'anglais et le français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi, le présent acte notarié est dressé à Senningerberg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture du document au comparant, dont le prénom, le nom, l'état civil et l'adresse sont connus du notaire, ladite personne et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: Antonio Quaratino, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 3 février 2015. 1LAC / 2015 / 3301. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024803/557.

(150028183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Corin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 38.556.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 11 février 2015

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015024896/16.

(150028726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Digital Services LII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.447.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of January,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Digital Services LII S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and organised under Luxembourg law, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg;

here represented by Julien De Mayer, legal counsel, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 23 January 2015.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services LII (GP) S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25 Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Digital Services LII S.à.r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on commercial companies have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreiundzwanzigsten Januar.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Digital Services LII S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, und deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister noch aussteht.

hier vertreten durch Julien De Mayer, legal counsel, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 23. Januar 2015, ausgestellt in Luxembourg.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services LII (GP) S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafterin für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/ denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernannt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Digital Services LII S.à.r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Gesellschafters zu unterzeichnen.

Worüber, diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2448. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Februar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015024911/589.

(150028337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

DF Private Equity, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 194.446.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

DF REAL ESTATE SA, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 135775 (l'Associé Unique),

ici représentée par Madame Gwenaëlle RIVIERE, épouse PEYRAUD, employée, demeurant professionnellement à F-92200 Neuilly-sur-Seine, 17, rue Soyer (France), (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de "DF Private Equity".

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société pourra directement ou indirectement (i) acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits, de quelque nature qu'ils soient, attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et indirecte, quelle qu'elle soit, aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie de leur groupe de sociétés, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit.

4.2 La Société pourra notamment investir dans des instruments de dette mezzanine, à savoir l'investissement, entre autres, en des émissions d'obligations non cotées assorties de bons de souscriptions détachables, des actions mezzanine préférentielles sans bons de souscription, des obligations convertibles, de prêts participatifs et tous autres instruments financiers subordonnés à de la dette bancaire, commerciale ou autre que des avances d'actionnaires, mais privilégiés aux actions ordinaires et aux prêts d'actionnaires; ceux-ci comprennent dès lors toute dette mezzanine ou dette "PIK".

4.3 Elle pourra également affecter ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut acquérir, louer, gérer, exploiter et céder des immeubles, meublés ou non meublés situés au Luxembourg et à l'étranger, et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités.

4.5 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

4.6 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales ou filiales, au Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont et resteront sous forme nominative.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième lundi du mois de juin, à 14 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

7.7 Chaque Actionnaire peut voter à une Assemblée Générale à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'Assemblée Générale à laquelle ils se réfèrent.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la Loi une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

8.6 Sous réserve des termes et conditions de la loi, le Conseil d'Administration peut reporter toute Assemblée Générale déjà engagée jusqu'à quatre (4) semaines, y compris toute Assemblée Générale convoquée pour décider d'une modification des statuts. Le Conseil d'Administration doit reporter toute Assemblée Générale déjà engagée si cela est demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social émis de la Société. Par un tel report d'une Assemblée Générale déjà engagée, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration et, dans l'hypothèse où deux catégories sont créées, pour autant qu'au moins un administrateur A et un administrateur B soient présents ou représentés. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion et, dans l'hypothèse où deux catégories sont créées, les décisions ne sont valables que si au moins un administrateur A et un administrateur B ont voté en faveur de telles décisions. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Responsabilité des Administrateurs - Indemnisation.

15.1 Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

15.2 Les membres du Conseil d'Administration sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

15.3 La Société indemniserait tout membre du Conseil d'Administration, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 16. Confidentialité.

16.1 Sous réserve de l'article 16.3, chacun des Actionnaires s'interdit et doit mettre tout en oeuvre pour s'assurer que toutes les personnes qui lui sont liées ou associées s'interdisent, sans l'accord préalable écrit du Conseil d'Administration, de divulguer à toute personne physique, entreprise ou personne morale ou d'utiliser au détriment de la Société ou de l'un des Actionnaires (autrement que dans le cadre d'actions à rencontre de ces parties pour manquement à leurs devoirs et obligations au titre des présents Statuts), toute Information Confidentielle portée à sa/leur connaissance au sujet des affaires de la Société et/ou de ses filiales, ou des projets d'investissement, étant entendu, néanmoins, que les Actionnaires ne sont pas tenus à cette obligation eu égard à des informations:

- (i) qui étaient déjà en leur possession avant de leur avoir été communiquées par le Conseil d'Administration; ou
- (ii) qui deviennent publiques, sans que cela puisse être imputé à leur manquement à ces obligations; ou
- (iii) que le Conseil d'Administration (agissant raisonnablement) juge nécessaire de révéler pour permettre à la Société d'effectuer un investissement particulier.

16.2 Chaque Actionnaire reconnaît que, sauf disposition contraire, toutes les informations qui lui sont communiquées par le Conseil d'Administration sont confidentielles et que la divulgation de ces informations peut être préjudiciable aux affaires ou aux activités de la Société ou du Conseil d'Administration.

16.3 Nonobstant l'article 16.1, un Actionnaire peut être fondé à divulguer des informations qu'il a reçues et qui se rapportent aux affaires ou aux activités de la Société:

- (i) à ses actionnaires, membres, détenteurs d'actions ou associés, selon le cas;
- (ii) à ses conseillers professionnels et auditeurs de bonne foi;
- (iii) s'il y est tenu expressément par la loi, par un tribunal, par les réglementations d'une bourse des valeurs concernée ou toute autre autorité de réglementation, auxquels l'un des Actionnaires ou une personne liée ou associée à un Actionnaire est soumis(e);
- (iv) à des autorités gouvernementales, fiscales ou de réglementation auxquelles cet Actionnaire doit rendre compte et, en particulier, un investisseur (ou tout salarié, représentant ou autre agent d'un investisseur) peut révéler à toute personne, sans restriction aucune, le régime fiscal et la structure fiscale de la Société, ainsi que tout type de document (y compris des avis ou autres analyses fiscales) qui lui est fourni par la Société et qui a trait à ce régime fiscal et à cette structure fiscale; ou

16.4 étant entendu que dans les cas visés aux articles 16.3 (i), 16.3 (ii) et 16.3 (iii) ci-dessus, la divulgation n'est autorisée que si: (i) le destinataire est soumis à une obligation équivalente de confidentialité eu égard à de telles informations et s'est engagé à ne pas faire d'autres divulgations de ces informations; ou (ii) cette divulgation a fait l'objet d'une autorisation écrite préalable du Conseil d'Administration.

16.5 Pour les besoins de cet article, le terme Informations Confidentielles s'entend de toutes informations qui ont été désignées par écrit comme étant confidentielles par le Conseil d'Administration ou qui devraient être considérées comme confidentielles (quel que soit leur mode de transfert ou de transmission ou le support sur lesquelles elles sont stockées), y compris les informations qui se rapportent aux activités, affaires, biens, actifs, pratiques professionnelles, développements, secrets commerciaux, droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, personnel, clients et fournisseurs de tout Actionnaire ou société cible ou se rapportant à un projet d'investissement.

Art. 17. Commissaire(s).

17.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

17.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des Bénéfices.

19.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

19.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

19.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieux et places choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Associé Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les trente et un mille (31.000) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Associé Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille vingt-cinq euros (EUR 1.025,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Associé Unique, pré-qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à cinq (5) et celui du commissaire à 1 (un);

2. les personnes suivantes sont nommées administrateur de la Société:

(i) Monsieur Jean-François DECAUX, dirigeant de société, né le 8 mars 1959 à Paris (France), demeurant au 77, Addison Road, UK-W 148 EB Londres, (Royaume Uni);

(ii) Monsieur Jean-Charles DECAUX, dirigeant de sociétés, né le 8 juillet 1969 à Neuilly sur Seine (France) et demeurant au 1er Boulevard de la Saussaye à F-92200 Neuilly Sur Seine (France);

(iii) Monsieur Jean-Sébastien DECAUX, dirigeant de sociétés, né le 26 novembre 1976 à Neuilly sur Seine (France), et demeurant au 50, rue Hamoir à 1180 Bruxelles (Belgique);

(iv) Monsieur Serge KRANCENBLUM, dirigeant de sociétés, né le 8 octobre 1961, à Metz (France), et demeurant au 40, rue Tony Neumann à L-2241 Luxembourg;

(v) Monsieur Grégory GUISSARD, juriste, né le 1^{er} août 1980 à Braine l'Alleud (Belgique), et demeurant au 23, boulevard de la Cluse à 1205 Genève (Confédération helvétique).

3. FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42230 est nommée commissaire de la Société;

4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2016; et

5. le siège social de la Société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la Mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, ladite Mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. RIVIERE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 février 2015. Relation: 2LAC/2015/2407. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024932/332.

(150028289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

DP Europe SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 194.477.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, den neunundzwanzigsten Januar.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

Ist erschienen:

- Martynas UGIANSKIS, Ingenieur, wohnhaft zu Uznerio 43 N, Kaunas (Litauen),

hier vertreten durch Kai-Uwe BERG, Rechtsanwalt, geschäftsansässig zu L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, handelnd auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 20. Januar 2015,

welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Vorbenannte Person, vertreten wie hiervor erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung "DP Europe SA" gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute angerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobil- und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften, an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EINUNDREISSIGTAUSEND EURO (EUR 31.000,-), eingeteilt in DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien mit einem Nominalwert von je HUNDERT EURO (EUR 100,-), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht und welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt und bei einer Einpersonenaktiengesellschaft aus einem Mitglied bestehen kann. Sie werden ernannt für eine Dauer die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Der Vorsitzende kann auch durch die Generalversammlung ernannt werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegenden Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder des Verwaltungsratsvorsitzenden oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

Art. 9. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht. Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am ersten Mittwoch des Monats April jeden Jahres um 10 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht selbst zu wählen oder einen Mandatar zu bestellen. Letzterer muß nicht unbedingt Aktionär sein.

Art. 13. Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Art. 14. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2016.

Kapitalzeichnung

Die Aktien wurden durch den einzigen Aktieninhaber gezeichnet.

Das gezeichnete Kapital wurde bar bis fünfundzwanzig Prozent (25%) eingezahlt, ausmachend SIEBEN TAUSEND SIEBEN HUNDERT FÜNFZIG EURO (EUR 7.750,-).

Demzufolge bleiben die Aktien Namensaktien bis zur vollständigen Zahlung des Gesellschaftskapitals.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr neunhundertfünfzig Euro (EUR 950,-).

Außerordentliche Generalversammlung

Sodann hat der Erschienene, vertreten wie hervor erwähnt, in einer außerordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluß

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf einen (1) festgelegt und die der Kommissare auf einen (1).

Zum Verwaltungsratsmitglied wird ernannt:

- Martynas UGIANSKIS, Ingenieur, wohnhaft zu Uznerio 43 N, Kaunas (Litauen).

Zweiter Beschluß

Zum Kommissar wird ernannt:

- LCG International A.G: (B 86.354), mit Sitz in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Dritter Beschluß

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden am Tage der Generalversammlung welche über das Geschäftsjahr 2020 befindet.

Vierter Beschluß

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

Fünfter Beschluß

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung angeht (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an den Bevollmächtigten des Erschienenen hat derselbe Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Es folgt die englische Übersetzung des vorstehenden Textes:

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of January.

Before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

- Martynas UGIANSKIS, engineer, residing in Uznerio 43 N, Kaunas (Lithuania),

here represented by Kai-Uwe BERG, lawyer, residing professionally in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, by virtue of a proxy given under private seal on January 20, 2015,

which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which he declared to organize among himself.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title "DP Europe SA".

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period from the date thereof. The Corporation may be dissolved prior by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The Head Office of the Company is in the city of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, the Head Office of the Company may be transferred by decision of the board of directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The company's purpose is in whatever form, the realisation of any industrial, commercial, financial transactions concerning real estate property transactions. The company can take participations in companies and provide them with assistance in form of loans of money or deposits as guarantees as well as, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose.

The company may take participating interest by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

Art. 5. The subscribed capital is set at THIRTY ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) represented by THREE HUNDRED TEN (310) shares with a par value of HUNDRED EURO (EUR 100.-) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are, at the owner's option, in bearer or nominative form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of Incorporation.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

Art. 6. The company is administrated by a Board comprising at least three members. It can be administrated by one director in case of a unipersonal company. Their mandate may not exceed six years.

The chairman is elected by the general meeting.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the company must be signed by two directors or by the sole signature of the managing director or by the President of the Board of Directors, or by the sole director.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on the first of January and closes on the thirty-first of December of each year.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the first Wednesday on the month of April at 10.00 o'clock at the Company's Head Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

Art. 13. The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Assembly may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1) The first accounting year will begin today and will end on December 31, 2015.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2016.

Subscription

The capital has been subscribed by the sole shareholder.

All these shares have been paid up in cash to the extent of twenty-five per cent (25%), so that the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

All the shares will stay nominative until the full payment of the share capital.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about nine hundred fifty euro (EUR 950.-).

Extraordinary General Meeting

The appearing person, represented as stated above, takes the following resolutions in an extraordinary general meeting:

First resolved

The number of Directors is set at one (1) and that of the auditors at one (1).

The following is appointed Director:

- Martynas UGIANSKIS, engineer, residing in Uznerio 43 N, Kaunas (Lithuania).

Second resolved

Is elected as auditor:

- LCG International A.G. (B 86.354), with registered office at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Third resolved

Their terms of office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2020.

Fourth resolved

The address of the company is fixed at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The Board of Directors is authorized to change the address of the company inside the municipality of the company's corporate seat.

Fifth resolved

Persuant to article 60 of the company law and article 7 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect one or more managing director(s) of the Company with such powers as are necessary to bind the Company with his (here) sole signature for the day-to-day management.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: BERG, ARRENSDORFF.

Enregistré a Luxembourg Actes Civils 1, le 30 janvier 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 2913. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée a des fins administratives

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015024939/233.

(150028998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.609.

In the year two thousand and fifteen on the twenty-ninth day of January.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Naile Nominees (Jersey) Limited, a company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 44 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG, Channel Islands, recorded with the Jersey Financial Services Commission, under number 44972 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Michel Thill, company director, with professional residence at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal on 22 January 2015.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that Naile Nominees (Jersey) Limited, prenamed is the sole shareholder of Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S. à r.l., a société à responsabilité limitée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under the section B and the number 167609, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on March 9, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1083 of April, 27, 2012 (the "Company");

- that the Company's articles of incorporation have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on December 4, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3025 of December 14, 2012; pursuant to a deed of the undersigned notary on May 22, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1717 of 17 July 2013; pursuant to a deed of the undersigned notary on July 4, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2616 of September 26, 2014 and last pursuant to a deed of the undersigned notary on September 26, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3331 of November 11, 2014.

- that the Company's share capital is fixed at two million one hundred and twelve thousand five hundred Euros (EUR 2,112,500) represented by sixteen thousand and nine hundred (16,900) shares in registered form with a nominal value of one hundred and twenty-five Euros (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

- the agenda of the meeting is as follows:

- To increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 900,000 so as to raise it from its current amount of EUR 2,112,500 to EUR 3,012,500 by the issue of 7,200 new shares with a nominal value of EUR 125 each, vested with the same rights and obligations as the existing shares;

- Subscription and full payment in cash of the new shares by the Sole Shareholder of the Company;

- To subsequently amend article 5.1 of the Company's articles of association.

All this being declared, the appearing party holding one hundred percent (100%) of the share capital of the Company, represented as stated above, has immediately taken the following resolutions:

First and second resolutions

The Sole Shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of nine hundred thousand Euros (EUR 900,000) so as to raise it from its current amount of two million one hundred and twelve thousand five hundred Euros (EUR 2,112,500) to three million twelve thousand five hundred Euros (EUR 3,012,500) by the issue of seven thousand two hundred (7,200) new shares with a nominal value of one hundred and twenty-five Euros (EUR 125) each vested with the same rights and obligations as the existing shares, to be fully paid up.

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to all the seven thousand two hundred (7,200) new shares and to have them fully paid up by contribution in cash.

All the shares have been fully paid-up in cash, so that the amount of nine hundred thousand Euros (EUR 900,000) from now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

The Sole Shareholder decides to subsequently amend article 5.1 of the Company's articles of association.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder decides to amend article 5.1 of the Company's articles of association as follows:

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 3,012,500 (three million twelve thousand five hundred euro) represented by 24,100 (twenty-four thousand one hundred) shares in registered form with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each, all subscribed and fully paid-up.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,150.-.

Powers

The appearing person does hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party as represented hereabove, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact acting in his/her hereabove stated capacities, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour de janvier.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Naile Nominees (Jersey) Limited, une société constituée et existant sous les lois de Jersey ayant son siège social au 44 Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG, Channel Islands, inscrite auprès de Jersey Financial Services Commission sous le numéro 44972, ("Associé Unique"),

ici représentée par Monsieur Michel Thill, company director, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 janvier 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- que Naile Nominees (Jersey) Limited, précitée est l'unique associé de la société à responsabilité limitée Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S. à r.l., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 167609, ayant son siège social sis au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1083 du 27 avril 2012 (la «Société»);

- que les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 4 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3025 du 14 décembre 2012; suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 22 Mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1717 du 17 juillet 2013; suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 4 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2616 du 26 septembre 2014 et enfin suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3331 du 11 novembre 2014.

- que le capital social de la Société s'élève à deux millions cent douze mille cinq cents euros (EUR 2.112.500) représenté par seize mille neuf cents (16.900) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

- que l'ordre du jour est comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 900,000 en vue de le porter de son montant actuel de EUR 2.112.500 à EUR 3.012.500 par l'émission de 7.200 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

- Souscription et libération intégrale en espèces des nouvelles parts sociales par l'Associé Unique de la Société;

- Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société.

Tout ceci ayant été déclaré, la partie comparante représentée comme dit ci-avant, détenant cent pourcent (100%) du capital de la Société, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

Première et Deuxième résolutions

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de neuf cent mille euros (EUR 900.000) pour porter son montant actuel de deux millions cent douze mille cinq cents euros (EUR 2.112.500) à trois millions douze mille cinq cents euros (EUR 3.012.500) par la création et l'émission de sept mille deux cents (7.200) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (EUR 125) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer intégralement à leur valeur nominale.

L'Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire les sept mille deux cents (7.200) nouvelles parts sociales et les libérer entièrement par un apport en espèces.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de neuf cent mille euros (EUR 900.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide, en vue de refléter les résolutions ci-dessus, d'adapter l'article 5.1 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 3.012.500 (trois millions douze mille cinq cents euros) représenté par 24.100 (vingt-quatre mille cent) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 2.150,-.

Pouvoirs

Le comparant donne par la présente pouvoir à tout cleric et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante représentée comme dit ci-avant a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante ès qualités qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Michel Thill, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 3 février 2015. 1LAC / 2015 / 3305. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024947/141.

(150028301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Corea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 73.320.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de COREA S.A. (ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 73.320, constituée par acte reçu par Maître Réginald Neumann, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 155 du 18 février 2000. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 23 septembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2386 du 06 novembre 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-1882 Luxembourg 12C, rue Guillaume Kroll et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Réduction du capital social à concurrence de cinq millions cinq cent quatre vingt dix sept mille cent cinquante et un euros (5.97.151 EUR) pour le porter ainsi de son montant actuel de sept millions sept cent quatre vingt dix sept mille

cent cinquante et un euros (7.797.151 EUR) à deux millions deux cent mille euros (2.200.000 EUR) représenté par un million cent quatre vingt dix neuf mille quatre cent quatre vingt deux (1.199.482) actions sans valeur nominale, par apurement des pertes ressortant du bilan arrêté au 30 septembre 2014 et modification subséquente de l'article 5 de statuts de la société

3. Divers

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-1882 Luxembourg 12C, rue Guillaume Kroll de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de cinq millions cinq cent quatre vingt dix sept mille cent cinquante et un euros (5.597.151 EUR) pour le porter ainsi de son montant actuel de sept millions sept cent quatre vingt dix sept mille cent cinquante et un euros (7.797.151 EUR) à deux millions deux cent mille euros (2.200.000 EUR) sans annulation d'actions, par apurement des pertes ressortant du bilan arrêté au 30 septembre 2014.

Une copie du bilan au 30 septembre 2014 restera annexé aux présentes.

En conséquence, l'article 5 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** "Le capital social est fixé à deux millions deux cent mille euros (2.200.000.- EUR) divisé en un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-deux (1.199.482) actions sans désignation de valeur nominale."

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 1.600.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/328. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015024895/62.

(150028950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Castelerand Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 113.651.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le dix-neuf janvier.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Adrien MANTIONE, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société BEAUHARNOIS S.A., une société ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 16, Boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 152.270,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 14 janvier 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- société CASTELERAND FINANCE S.A., une société ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 16, Boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 113.651, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 17 janvier 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 831 du 30 janvier 2006, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors;

- que le capital social de la société CASTELERAND FINANCE S.A. s'élève actuellement à trente et un mille euros (31.000.-EUR), représenté par trois cents dix (310) actions ayant une valeur nominale de cents euros (100.-EUR);

- que BEAUHARNOIS S.A., préqualifiée, est devenue seule propriétaire de toutes les actions et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société CASTELERAND FINANCE S.A.;

- que la partie comparante, agissant en sa qualité de d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 16 janvier 2015, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 16 janvier 2015 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société;

il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et ou du registre des actionnaires;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-2435 Luxembourg, 16, Boulevard Emmanuel Servais.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1.000.-Eur).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant connu du notaire par ses noms, prénom usuels, état et demeure, ledit comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. MANTIONE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1710. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015024862/57.

(150029036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Eurofinco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 187.325.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration du 11/02/2015:

Il est décidé nommer la société à responsabilité limitée UNCOS, avec siège social à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, immatriculée au RCSL sous le numéro B141298, en tant que dépositaire légal des actions au porteur de la société Eurofinco S.A., SPF (B187325) et ceci en vertu de la loi du 28 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/02/2015.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015024950/15.

(150028308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Etex Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 32.491.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 4 décembre 2014

...

Nominations statutaires

Monsieur Karel De Wilde informe le Conseil d'Administration qu'il présente sa démission en tant qu'administrateur de la société avec effet au 31 décembre 2014. Le Conseil décide de nommer (en cooptation) comme nouvel administrateur, Madame Marie-Jeanne F.C. Kieffer, domiciliée à 1513 Luxembourg, 68, boulevard Prince Félix, avec effet au 1^{er} janvier 2015. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019, statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

Monsieur Jean-Pierre Hanin présente sa démission en tant que gérant de la société avec effet au 31 décembre 2014. Le Conseil décide de nommer (en cooptation) comme nouvel administrateur, Monsieur Marc. Algranti, domicilié à 1227 Luxembourg, 3 rue Belle-Vue, avec effet au 1^{er} janvier 2015. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019, statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

Monsieur Burkhard Straub a présenté sa démission en tant qu'administrateur de la société le 31 octobre 2014. Le Conseil décide de nommer (en cooptation) comme nouvel administrateur, Monsieur Bernard Orban, domicilié à 1785 Merchtem (Belgique) Strijlandstraat 7, avec effet au 1^{er} novembre 2014. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017, statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Ces résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

...

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 4 décembre 2014.

Karin DUBOIS

Mandataire

Référence de publication: 2015024949/29.

(150028782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Dismar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 32.432.

—
Constituée par-devant Maître Jean Seckler, notaire à Junglinster, en date du 1^{er} décembre 1989, publié au Mémorial C no. 192 du 12 juin 1990.

Il résulte d'un acte de cessions de parts du 31 December 2014, que Jürgen Fischer a déclaré céder et transporter une part sociale qu'il détient dans la société à Nayland International S.A, avec siège social à Jasmine Court, 35a Regent Street, Belize City, Belize, qui accepte.

Luxembourg, le 6 février 2015.

Pour DISMAR S.à.r.l.

Référence de publication: 2015024180/14.

(150027754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

d'Amico International Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.790.

—
Les statuts coordonnés au 6 février 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015024702/11.

(150028773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.
